

RAPPORT ANNUEL

PRÉSIDENTE ET DIRECTION GÉNÉRALE

**FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE JURISTES
D'EXPRESSION FRANÇAISE DE COMMON LAW INC.**

PRÉSENTÉ

À L'OCCASION DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

DU

11 MARS 2023

Rapport annuel 2022–2023

Notre rapport annuel résume ce que la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc. (FAJEF) a pu accomplir du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023. Il importe de souligner que les activités prévues du 11 mars jusqu'au 31 mars 2023 ont aussi été incluses dans le présent rapport bien qu'elles restent à venir.

Pour faciliter la lecture du rapport annuel, les activités de la FAJEF ont été divisées sous trois rubriques. Voici les rubriques :

- Concertation auprès des membres et des partenaires communautaires francophones et juridiques nationaux
- Représentations politiques et interventions
- Projets nationaux

Celles-ci ne sont pas toujours entièrement étanches. À titre d'exemple, la concertation peut souvent donner lieu à de la représentation politique ou encore à des interventions. De plus, les diverses activités ne sont pas nécessairement toujours énumérées en ordre de priorité ou chronologique.

Enfin, les tâches administratives et de gouvernance de base comme la gestion financière, la gestion des ressources humaines, l'audit, la remise de rapports et la tenue d'une assemblée générale annuelle ne font pas partie de ce rapport annuel.

Concertation auprès des membres et des partenaires communautaires francophones et juridiques nationaux

- La FAJEF a tenu 7 visioconférences du conseil d'administration ou du comité de direction afin de permettre à ses membres de discuter de questions stratégiques pour le réseau, de la gouvernance de la FAJEF ou encore de l'accès à la justice en français.
- Le directeur général de la FAJEF a participé à 6 visioconférences et à 1 rencontre en personne, à Toronto, en janvier 2023 avec les directions générales des AJEF et des organismes francophones porte-paroles afin de faciliter l'échange d'information, la concertation et le développement de projets nationaux.
- La FAJEF a participé à 6 visioconférences et 2 rencontres en personne de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) et du Forum des leaders pour s'assurer, entre autres, que les questions et les enjeux du secteur de la justice et de l'accès à la justice en français soient promus, discutés et soulevés au niveau national.

- La direction générale a appuyé à plusieurs reprises et par divers moyens les organismes porte-parole dans les provinces ou territoires sans AJEF, y compris planifier et tenir diverses activités à l'Île-du-Prince-Édouard en mars 2023, à Whitehorse en janvier 2023 et à Terre-Neuve-et-Labrador en septembre 2022.
- La direction générale a travaillé de près avec l'Association des francophones du Nunavut (AFN) à l'automne 2022 pour que cette association puisse déposer une demande de financement afin de se joindre à la FAJEF au cours des prochaines années.
- La direction générale a participé, en personne, aux assemblées générales annuelles de l'AJEFO, de l'AJEFM, de l'AJEFA et de l'AJEFS et, en visioconférence, à l'assemblée générale annuelle de l'AJEFNE.
- La direction générale a participé à 1 visioconférence et à 1 rencontre en personne, à Vancouver, pour les directions générales du réseau de la FCFA.
- La direction générale a participé aux activités d'Équipe francophonie organisées en décembre 2022 pour sensibiliser les élu.e.s fédéraux au projet de loi C-13.
- La direction générale a participé à une visioconférence au printemps 2022 et à une rencontre en personne du Réseau national de formation en justice (RNFJ) en novembre 2022, ainsi qu'à la fin de mars 2023.
- La FAJEF a participé à 7 visioconférences du Forum des juristes d'expression française de l'Association du Barreau canadien (ABC).
- La direction générale a participé à un colloque national sur la discrimination de 2 jours, qui était organisé par la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises en septembre 2022, à Ottawa.
- La direction générale a participé à une visioconférence au printemps 2022, à une rencontre en personne en octobre 2022 et à une autre rencontre en personne en mars 2023 de la Table nationale de concertation en immigration francophone de la FCFA.
- En outre, la direction générale a participé en personne au Symposium national sur l'immigration francophone, à Ottawa, en mars 2023.

Représentations politiques et interventions

- La FAJEF a diffusé une étude en droit de la faillite et insolvabilité pour alimenter la réflexion quant aux droits linguistiques dans ce domaine. De

plus, une lettre a été envoyée au ministre Champagne pour obtenir une rencontre.

- La direction générale a participé à 2 visioconférences de consultation en lien avec le *Plan d'action en matière de langues officielles (2023-2028)*.
- Le secrétaire-trésorier de la FAJEF a participé à une consultation nationale, à Ottawa, en août 2022 en lien avec le *Plan d'action en matière de langues officielles (2023-2028)*.
- La direction générale a communiqué à quelques reprises avec M^{es} Bossé et Power au sujet du dossier sur l'article 16 de la *LLO*.
- La présidence a comparu en octobre 2022 devant le Comité sénatorial des langues officielles pour discuter de la nécessité d'adopter des amendements à l'article 16 du projet de loi C-13.
- La direction générale a organisé et participé avec la présidence à 4 visioconférences, ainsi qu'à plusieurs autres démarches de sensibilisation en janvier et février 2023, et ce, auprès des membres du Comité permanent des langues officielles quant à la nécessité d'adopter des amendements à l'article 16 du projet de loi C-13. L'amendement proposé par la FAJEF a été adopté en février 2023.
- La présidence et la direction générale de la FAJEF ont participé à une consultation nationale par visioconférence avec Justice Canada en 2022.
- La direction générale de la FAJEF a aussi fait plusieurs démarches afin d'intervenir sans succès dans l'affaire du *Conseil scolaire francophone c.T.N.O.*
- La direction générale de la FAJEF a aussi fait certaines démarches afin de pouvoir intervenir dans l'affaire *Tomboupa* de la Colombie-Britannique.
- La FAJEF a aussi envoyé une lettre pour que le Programme de contestation judiciaire du Canada modifie certaines de ses politiques en matière d'intervention.
- La direction générale a aussi participé à une évaluation ministérielle du Programme de contestation judiciaire du Canada.

Projets nationaux

- La direction générale a assuré la gestion de 2 projets nationaux, notamment le projet national d'ateliers auprès des immigrants francophones et le projet national de formation et de sensibilisation pour

les criminalistes et rédacteurs de rapports d'évaluation de l'origine ethnique et culturelle.

- La direction générale a participé à plusieurs rencontres avec des organisations ou des criminalistes, surtout de Montréal, d'Ottawa et de Toronto dans le cadre d'un projet de formation et de sensibilisation pour les criminalistes et rédacteurs des rapports d'évaluation de l'origine ethnique et culturelle.
- La direction générale a aussi participé à une dizaine de visioconférences avec des spécialistes de la Nouvelle-Écosse et à une rencontre en personne avec le Sentencing Project, à Toronto, dans le cadre d'un projet de formation et de sensibilisation pour les criminalistes et rédacteurs des rapports d'évaluation de l'origine ethnique et culturelle.
- La direction générale a élaboré une demande de financement de projet pour obtenir du financement du gouvernement du Québec pour tenir un colloque national en droit de la famille – diversités religieuse et culturelle, à Winnipeg, en novembre 2023.
- Un atelier en ligne de 60 à 75 minutes a été élaboré et distribué aux AJEF et organismes porte-paroles – droit de la famille – pour immigrants francophones. Environ 12 ateliers ont été offerts en ligne ou en présentiel.

Le directeur général,

Le président,

M^e Rénaud Rémillard

M^e Daniel Boivin